



Fidel Castro (à gauche) a laissé la tête de l'État cubain à son frère Raúl en 2006. Depuis, sa nièce Mariela, directrice du Centre d'éducation sexuelle, s'est beaucoup engagée pour les droits des homos de l'île.

CUBA

Derrière le mea culpa de Fidel, l'action de Mariela Castro

Dans un long entretien accordé à un quotidien mexicain, Fidel Castro a reconnu et regretté les persécutions des homosexuels par son régime, en particulier dans les années 1960. Ce mea culpa inattendu met en lumière le travail accompli en faveur des LGBT cubains par sa nièce Mariela, fille de l'actuel chef de l'État, Raúl Castro. *Texte CLÉMENT PERRUVAULT / MADRID*

Pour son retour sur la scène médiatique, Fidel Castro se dit «*ressuscité*». Face aux journalistes, «*El Comandante*» a quitté son improbable jogging et ses airs de vieillard à bout de souffle pour endosser le costume du vieux sage. Calme et précis dans ses propos, Castro s'est notamment livré le 31 août dernier dans les pages du journal mexicain *La Jornada* à un mea culpa pour les persécutions des homosexuels par le régime cubain, en particulier dans les années 1960 et 1970. «*S'il y a quelqu'un de responsable, c'est moi, a reconnu l'ancien dirigeant. Ce furent des temps de grande injustice. (...) Mais à cette époque, je ne pouvais pas m'occuper de ce sujet. J'étais immergé dans la crise d'octobre (1962), la guerre, les questions politiques...*» Même si ces maladroites explications montrent que la question des droits des homosexuels passent aux yeux de Castro loin derrière les problèmes diplomatiques, les excuses d'un chef d'État sont suffisamment rares pour être écoutées et analysées.

À Cuba et parmi les nombreux exilés, en Floride et en Espagne notamment, ces excuses tardives de l'ancien dirigeant ont été diversement accueillies. Certains militants cubains ont salué cette déclaration, la considérant comme un pas en avant. Pour les mouvements dissidents, en revanche, il s'agit d'un écran de fumée destiné à protéger un régime aux abois. «*Ce n'est qu'un énième lavage de cerveau, estime Cefar Gozar, responsable à Madrid du mouvement dissident Cuba Democracia Ya!. Ce n'est pas de la révolution, mais de la robolution. Il essaie de desserrer*

**«Ce furent des temps de grande injustice. S'il y a quelqu'un de responsable, c'est moi.»
Fidel Castro**

l'état et de faire oublier la vraie situation de Cuba.» Pirouette médiatique ou regrets sincères, ces déclarations ont en tout cas fait remonter à la surface les souvenirs de temps très sombres pour les gays cubains.

Plus que des discriminations, les homosexuels de Cuba ont subi dans les années 1960 une véritable persécution, en particulier entre 1965 et 1967. Ces deux années marquent la mise en place puis la disparition des Umap, les Unités militaires d'aide à la production. Des homosexuels, en même temps que des hommes d'Église et des jeunes en échec scolaire, ont été envoyés par le régime dans ces unités pour y subir des «*programmes de rééducation*». Installées dans la province humide de Camaguey, ces unités étaient des espaces cerclés de barbelés où les pensionnaires logeaient dans de très spartiates baraquements militaires. La journée, ils étaient contraints d'effectuer des travaux agricoles particulièrement épuisants. Ils participaient à la production de tabac et de sucre destinée à la lucrative exportation vers l'URSS.

Considérées par les opposants cubains comme de vrais camps de concentration, les Umap sont décrites par les sympathisants du régime comme de simples camps de service militaire. Dans la société encore très fermée et secrète qu'est Cuba, les études sur ce point de l'histoire restent insuffisantes. Jafari Sinclair Allen, du département d'anthropologie de l'université de Yale, aux États-Unis, est l'un

des rares spécialistes à avoir étudié cette période en profondeur, en rencontrant sur le terrain des homosexuels cubains passés par ces unités. Selon lui, «*utiliser le terme de camps de concentration est faux, surtout si on se réfère au génocide des Juifs en Europe. Je dis cela sans chercher d'excuse au régime, car il est clair que ces unités violaient quotidiennement les droits de l'homme et que les conditions de vie y étaient très difficiles. Curieusement, bien qu'on les ait appelés camps de rééducation, il ne semble pas y avoir eu de tentative d'y "guérir" l'homosexualité des prisonniers. Les détenus avaient bien quelques rendez-vous avec des "psychologues", mais il semble que cela ait plus été des formalités administratives qu'une forme de thérapie. Ces camps ont fermé sous la pression internationale. Les responsables du régime ont compris que les Umap leur faisaient perdre le soutien moral de certains mouvements de gauche qui avaient soutenu au départ la révolution cubaine.*»

Si le temps des Umap représente la période la plus sombre de Cuba en matière de répression de l'homosexualité, les années 1970 n'ont pas été roses. De la persécution, le régime est passé à une discrimination qui interdisait notamment aux homos l'accès à certains emplois et à la libre expression artistique. Selon Juan Clark, sociologue du Miami Dade College, en Floride, et spécialiste de Cuba, «*ces discriminations étaient orchestrées par les "comités de défense de*

Entre 1965 et 1967, les homosexuels de Cuba furent envoyés dans des camps de travail et de «rééducation».

la révolution». Ces organisations, composées de civils, étaient présentes dans chaque village et dans chaque quartier. Elles avaient le pouvoir d'interdire l'accès au travail des personnes ouvertement homosexuelles et de les exclure de la vie sociale. C'était l'instrument le plus efficace du pouvoir.» Exemple concret de ces discriminations: l'adoption en 1971 par le Congrès national de l'éducation du décret suivant: «*La manifestation de déviances homosexuelles doit être fermement rejetée et mise dans l'impossibilité de se propager.*» Abandonné en 1978, ce décret homophobe empêchait les homosexuels de devenir enseignants.

De ce règne de l'homophobie sociale et institutionnelle, le régime cubain est ensuite passé jusque dans les années 2000 à une relative indifférence à l'égard des homos. Ces dernières années, en revanche, des avancées notables ont été enregistrées. Depuis 2008, le changement de sexe est autorisé et l'opération est même proposée par les hôpitaux publics. Parallèlement, des campagnes friendly se font

jour pour inciter à la tolérance une société restée très machiste. Derrière ces avancées, un personnage semble jouer un rôle majeur. Il s'agit de Mariela Castro, nièce de Fidel et fille de Raúl Castro, l'actuel chef de l'État. À la tête du puissant Centre national d'éducation sexuelle (Cenesex), elle milite pour les droits LGBT et se trouve à l'origine de plusieurs initiatives législatives. Pour beaucoup d'observateurs, son influence sur le pouvoir expliquerait en partie les soudaines excuses de Fidel Castro.

Si elle est considérée comme une imposteure par de nombreux opposants au régime, Mariela Castro, qui se déplace régulièrement en Europe pour participer à des congrès, a plutôt bonne réputation dans les milieux LGBT. L'Espagnole Beatriz Gimeno, écrivaine et activiste, spécialiste de Cuba, se dit ainsi «*convaincue que Mariela Castro joue un rôle très important auprès de son père et de son oncle. Je l'ai rencontrée lors de plusieurs congrès, et j'ai vraiment senti quelqu'un de très impliqué et de convaincant. Elle fait un énorme travail de sensibilisation à Cuba.*»

Mariela Castro, cependant, reste un personnage intégré à la révolution cubaine et au régime en place depuis plus de cinquante ans. Or, malgré les progrès constatés, l'instauration d'une vraie démocratie à Cuba semble rester la meilleure garantie d'avancées plus significatives encore en matière de droits LGBT. Avec ou sans Mariela Castro. **CP**

PHOTOS: AFP / Aalberto Roque - AFP / Ernesto Mastrascusa.